



# Suppression d'arrêts et de dessertes TGV en BFC : Combattre les annonces, mais aussi les causes ...

Sous couvert de conséquences de la crise sanitaire, de la baisse de fréquentation des TGV en général et de ceux qui desservent notre région en particulier, la SNCF a communiqué un plan de transport réduit à compter de novembre 2020 (axes Paris Montbard Dijon Besançon ; Paris le Creusot)

Ce mauvais coup porté aux usagers de BFC est regrettable et nous le combattons. Il remet en cause l'aménagement du territoire permis par les fréquences actuelles, mais aussi des choix d'implantation tant pour les entreprises que les particuliers.

Ces annonces de la SNCF sont affichées comme économiques et financières, Alors que Gouvernement et Régions affichent des plans de relance, ces annonces sont en opposition totale avec les besoins des voyageurs et les objectifs affichés.

Pour autant, nous ne sommes pas dupes du contexte libéral imposé. Car les réformes successives de la SNCF (2014 et 2018), complétées par la Loi d'Orientation de Mobilités, ont positionné la SNCF dans la concurrence et fixent des objectifs de rentabilité financière. Comme vécu au Fret dans les années 2000, c'est l'abandon des trafics les moins rentables qui signe le début des hostilités. Ne nous y trompons pas, l'opposition de la CGT à ces réformes n'était pas catégorielle mais bien dans l'intérêt général.

Dès lors, les prises de positions politiques locales incriminant la SNCF et appelant à des réactions, doivent être jugées à l'aune des choix nationaux de nos édiles et de leurs incohérences.

**Nous interpellons Direction et pouvoirs publics et sommes disponibles pour mettre nos propositions en débat et agir avec les usagers. Nous pensons que le service public de transport ferroviaire doit répondre aux besoins de nos concitoyens dans une vision écologique de la société et non sur la base de critères financiers. La CGT n'a pas changé d'avis entre Paris et Dijon mais certains ne peuvent en dire autant.**

Dijon, le 09 octobre 2020